Arménie : le Parlement adopte un projet de loi en faveur d'une intégration européenne

Description

Le 12 février 2025, le Parlement arménien a adopté en première lecture le projet de loi ouvrant la voie à l'ouverture de négociations officielles avec l'Union européenne. Porté par le gouvernement de Nikol Pachinian, ce texte acte l'ambition d'une intégration européenne progressive, en accord avec une pétition citoyenne de 60 000 signatures. Il s'inscrit dans un mouvement de prise de distance progressive avec Moscou, prenant acte de l'absence de soutien russe lors de la reconquête du Haut-Karabagh par l'Azerbaïdjan en 2023. Pourtant, si Erevan cherche à s'émanciper politiquement du giron russe, économiquement, la Russie reste un partenaire incontournable.

L'Arménie reste en effet un membre actif de l'Union économique eurasiatique (UEEA) et, malgré son désir de rapprochement avec Bruxelles, Erevan continue de bénéficier des avantages commerciaux de cette union douanière. En 2023, les exportations arméniennes vers la Russie ont bondi de 170 % et les importations ont suivi une trajectoire similaire. Cette tendance s'explique en grande partie par les sanctions occidentales contre Moscou : l'Arménie est devenue une plaque tournante pour la réexportation de biens européens et asiatiques vers la Russie, accentuant son rôle d'intermédiaire commercial.

L'impact économique de cette relation asymétrique est considérable. La croissance arménienne a atteint 8 % en 2023, portée en grande partie par les flux financiers russes. L'afflux de travailleurs qualifiés et de capitaux russes, notamment après le début de la guerre d'ampleur en Ukraine, a stimulé la consommation et l'investissement, consolidant le secteur bancaire et le commerce de services. Les envois de fonds en provenance de Russie, qui représentaient déjà 41 % des transferts vers l'Arménie en 2021, ont grimpé à 61 % en 2022, injectant des liquidités essentielles dans l'économie nationale.

Cette dépendance va au-delà du commerce et de la finance. L'Arménie importe plus de 80 % de son gaz naturel de Russie, *via* des contrats à tarifs préférentiels négociés dans le cadre de l'UEEA. Une rupture brutale avec Moscou compromettrait ces accords et pourrait exposer Erevan à une crise énergétique majeure. De même, la Russie demeure un investisseur clé dans les infrastructures arméniennes, notamment dans le secteur des transports et de l'énergie.

Toute avancée du processus d'adhésion à l'UE devra donc composer avec cette interdépendance économique.

Sources : *EuNews.it*, *Politico.eu*, *RFI*.

date créée
28/02/2025
Champs de Méta
Auteur-article : Marin Slim